

Art. 40. Mogen aan het vergelijkend examen voor overgang naar de graad van directiesecretaris deelnemen, de ambtenaren van de loopbaan van typiste en stenotypiste die op 1 juli 1993 in dienst waren.

Om aan het vergelijkend examen deel te nemen, moeten de in lid 1 bedoelde ambtenaren titularis zijn van een graad die ten minste in rang 32 ingedeeld is en een anciënniteit van ten minste drie jaar in niveau 3 tellen.

Art. 41. § 1. De geslaagde voor een vergelijkend wervingsexamen dat toegang geeft tot een graad van de rangen 21 of 22, georganiseerd of waarvan de uitschrijving aan de gang is op 1 juli 1993, behoudt tijdens de geldigheidsduur van het vergelijkend examen zijn aanspraak op de benoeming respectievelijk tot de graad van rang 26 of van rang 27.

§ 2. De ambtenaar van de Diensten van de Regering die geslaagd is voor een vergelijkend overgangsexamen of voor een examen voor verhoging in graad, dat toegang geeft tot een graad van de rangen 21 of 22, georganiseerd of waarvan de uitschrijving aan de gang is op 1 januari 1994, behoudt zijn aanspraak op de benoeming respectievelijk tot de graad van rang 27 of 28.

§ 3. De geslaagde voor een wervingsexamen voor de graad van verpleegassistent, gebrevetteerd verpleger, verpleegassistent B of gebrevetteerd ziekenverpleger B, georganiseerd of waarvan de uitschrijving aan de gang is op 1 januari 1994, behoudt, voor de geldigheidsduur van het vergelijkend examen, zijn aanspraak op de benoeming tot de graad van rang 20.

Art. 42. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 2 januari 1994.

Art. 43. De Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 april 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 96 — 1864

[S - C - 29242]

15 AVRIL 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant statut administratif et pécuniaire de certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'annexe de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat;

Vu le protocole n° 124 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 27 juin 1994;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 28 avril 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 30 novembre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 2 avril 1996,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — De la création de grades

Article 1er. Les grades suivants sont créés :

au rang 20 : hospitalier et infirmier breveté;

au rang 26 : assistant social, auxiliaire social, infirmier gradué, kinésithérapeute, analyste en biologie clinique, délégué permanent à la protection de la jeunesse, assistant en psychologie, diététicien, éducateur, ergothérapeute, logopède, laborantin, moniteur sanitaire, inspecteur adjoint d'hygiène du travail;

au rang 27 : assistant social de 1re classe, auxiliaire social de 1re classe, infirmier gradué de 1re classe, kinésithérapeute de 1re classe, analyste en biologie clinique de 1re classe, délégué permanent de 1re classe à la protection de la jeunesse, assistant en psychologie de 1re classe, diététicien de 1re classe, éducateur de 1re classe, ergothérapeute de 1re classe, logopède de 1re classe, laborantin de 1re classe, moniteur sanitaire de 1re classe, inspecteur adjoint d'hygiène du travail de 1re classe;

au rang 28 : assistant social principal, assistant social en chef, auxiliaire social principal, infirmier gradué principal, infirmier en chef, kinésithérapeute principal, analyste en biologie clinique principal, délégué permanent principal à la protection de la jeunesse, délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse, assistant en psychologie principal, diététicien principal, éducateur principal, ergothérapeute principal, logopède principal, laborantin principal, moniteur sanitaire principal, inspecteur adjoint d'hygiène du travail principal.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières relatives à certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène

Art. 2. Les grades d'hospitalier et d'infirmier breveté sont conférés aux lauréats d'un concours de recrutement.

Art. 3. § 1er. Le grade d'infirmier gradué est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement.

Sans préjudice des autres conditions réglementaires requises, peuvent seuls participer à ce concours :

1° les candidats qui sont porteurs d'un des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée visés à l'article 1er de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière;

2° les candidats qui sont habilités à porter l'un des titres d'infirmier gradué, d'infirmière graduée ou d'accoucheuse en application des articles 25 et 27 de l'arrêté royal du 17 août 1957 précité.

§ 2. Les grades d'assistant social, d'auxiliaire social, de kinésithérapeute, analyste en biologie clinique, délégué permanent à la protection de la jeunesse, assistant en psychologie, diététicien, éducateur, ergothérapeute, logopède, laborantin, moniteur sanitaire ainsi que le grade d'inspecteur adjoint d'hygiène du travail sont conférés aux lauréats d'un concours de recrutement.

Sans préjudice des autres conditions réglementaires requises, peuvent seuls participer à ce concours les candidats qui sont porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, en rapport direct avec la fonction à exercer, délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des Communautés ou par un jury d'examens institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

Art. 4. § 1er. Les agents des Services du Gouvernement, titulaires de l'un des grades du rang 26 visés ci-dessous dans la colonne de gauche, peuvent seuls être promus au grade de rang 27 qui figure dans la colonne de droite :

assistant social;	assistant social de 1re classe;
auxiliaire social;	auxiliaire social de 1re classe;
infirmier gradué;	infirmier gradué de 1re classe;
kinésithérapeute;	kinésithérapeute de 1re classe;
analyste en biologie clinique;	analyste en biologie clinique de 1re classe;
délégué permanent à la protection de la jeunesse;	délégué permanent de 1re classe à la protection de la jeunesse;
assistant en psychologie;	assistant en psychologie de 1re classe;
diététicien;	diététicien de 1re classe;
éducateur;	éducateur de 1re classe;
ergothérapeute;	ergothérapeute de 1re classe;
logopède;	logopède de 1re classe;
laborantin;	laborantin de 1re classe;
moniteur sanitaire;	moniteur sanitaire de 1re classe;
inspecteur adjoint d'hygiène du travail.	inspecteur adjoint d'hygiène du travail de 1re classe.

§ 2. Les promotions visées au paragraphe 1er sont conférées selon les règles de la carrière plane.

Toutefois, par dérogation à l'article 65 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat ci-après dénommé l'arrêté royal du 7 août 1939 ces promotions ne peuvent être accordées qu'aux agents qui remplissent les deux conditions suivantes :

1° compter au moins neuf ans d'ancienneté dans l'échelle de leur grade;

2° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études pris en considération par le tableau à annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 pour l'admission aux grades du niveau 2+, ou être habilité à porter l'un des titres d'infirmier gradué, d'infirmière graduée ou d'accoucheuse en application des articles 25 et 27 de l'arrêté royal du 17 août 1957 précité.

Art. 5. § 1er. Les agents des Services du Gouvernement, titulaires de l'un des grades du rang 27 visés ci-dessous dans la colonne de gauche, peuvent seuls être promus au grade du rang 28 qui figure dans la colonne de droite :

assistant social de 1re classe;	assistant social principal;
auxiliaire social de 1re classe;	auxiliaire social principal;
infirmier gradué de 1re classe;	infirmier gradué principal;
kinésithérapeute de 1re classe;	kinésithérapeute principal;
analyste en biologie clinique de 1re classe;	analyste en biologie clinique principal;
délégué permanent de 1re classe à la protection de la jeunesse;	délégué permanent principal à la protection de la jeunesse;
assistant en psychologie de 1re classe;	assistant en psychologie principal;
diététicien de 1re classe;	diététicien principal;
éducateur de 1re classe;	éducateur principal;
ergothérapeute de 1re classe;	ergothérapeute principal;
logopède de 1re classe;	logopède principal;
laborantin de 1re classe;	laborantin principal;
moniteur sanitaire de 1re classe;	moniteur sanitaire principal;
inspecteur adjoint d'hygiène de travail de 1re classe.	inspecteur adjoint d'hygiène de travail principal;

§ 2. Les promotions visées au paragraphe 1er sont conférées selon les règles de la carrière plane.

Toutefois, par dérogation à l'article 65 de l'arrêté royal du 7 août 1939, ces promotions ne peuvent être accordées qu'aux agents qui comptent au moins dix-huit ans d'ancienneté dans l'échelle de leur grade.

Art. 6. Les agents des Services du Gouvernement, titulaires de l'un des grades du rang 28, visés ci-dessous dans la colonne de gauche, peuvent seuls être nommés au grade du même rang qui figure dans la colonne de droite :

assistant social principal;	assistant social en chef;
infirmier gradué principal;	infirmier en chef;
délégué permanent principal à la protection de la jeunesse.	délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse.

CHAPITRE III. — *Dispositions particulières relatives à certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène et qui exercent exclusivement leurs fonctions dans les établissements hospitaliers de la Communauté française*

Section 1re. — Du statut administratif

Art. 7. Les grades suivants sont créés :

- au rang 42 : surveillant spécial;
- au rang 43 : surveillant spécial principal; aide qualifié;
- au rang 44 : agent en chef;
- au rang 20 : hospitalier B; infirmier breveté B;
- au rang 21 : hospitalier A; infirmier breveté A;
- au rang 26 : infirmier gradué C;
- au rang 27 : infirmier gradué B;
- au rang 28 : infirmier gradué A; infirmier gradué en chef adjoint;
- au rang 29 : infirmier gradué en chef;
- au rang 29 : chef de nursing.

Art. 8. Les grades de surveillant spécial et d'aide qualifié sont conférés aux lauréats d'un concours de recrutement.

Art. 9. Les grades d'hospitalier B et d'infirmier breveté B sont conférés aux lauréats d'un concours de recrutement.

Art. 10. Le grade d'infirmier gradué C est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement.

Sans préjudice des autres conditions réglementaires requises peuvent seuls participer à ce concours les candidats qui sont porteurs de l'un des diplômes ou de l'un des titres visés à l'article 3, § 1er, alinéa 2.

Art. 11. Les agents des Services du Gouvernement titulaires du grade de surveillant spécial peuvent seuls être promus au grade de surveillant spécial principal, selon les règles de la carrière plane.

Art. 12. Les agents des Services du Gouvernement titulaires du grade de surveillant spécial principal peuvent être nommés par changement de grade au grade d'aide qualifié.

Art. 13. Les agents des Services du Gouvernement titulaires du grade de surveillant spécial principal ou du grade d'aide qualifié peuvent seuls être promus au grade d'agent en chef.

Art. 14. Les agents des Services du Gouvernement titulaires du grade d'hospitalier B peuvent seuls être promus au grade d'hospitalier A, selon les règles de la carrière plane.

Toutefois, par dérogation à l'article 65 de l'arrêté royal du 7 août 1939, la promotion au grade considéré ne peut être accordée qu'aux agents qui comptent au moins neuf ans d'ancienneté dans l'échelle de leur grade.

Art. 15. Les agents des Services du Gouvernement, titulaires du grade d'infirmier breveté B, peuvent seuls être promus au grade d'infirmier breveté A, selon les règles de la carrière plane.

Toutefois, par dérogation à l'article 65 de l'arrêté royal du 7 août 1939, la promotion au grade considéré ne peut être accordée qu'aux agents qui comptent au moins neuf ans d'ancienneté dans l'échelle de leur grade.

Art. 16. L'hospitalier A ou B, détenteur du brevet d'infirmier, peut être nommé par changement de grade respectivement infirmier breveté A ou B.

Art. 17. Les agents des Services du Gouvernement, titulaires du grade d'infirmier gradué C, peuvent seuls être promus au grade d'infirmier gradué B, selon les règles de la carrière plane.

Toutefois, par dérogation à l'article 65 de l'arrêté royal du 7 août 1939, la promotion au grade considéré ne peut être accordée qu'aux agents qui comptent au moins neuf ans d'ancienneté dans l'échelle de leur grade.

Art. 18. Les agents des Services du Gouvernement, titulaires du grade d'infirmier gradué B, peuvent seuls être promus au grade d'infirmier gradué A, selon les règles de la carrière plane.

Toutefois, par dérogation à l'article 65 de l'arrêté royal du 7 août 1939, la promotion au grade considéré ne peut être accordée qu'aux agents qui comptent au moins dix-huit ans d'ancienneté dans l'échelle de leur grade.

Art. 19. Le grade d'infirmier gradué en chef adjoint est conféré par la voie du changement de grade à l'agent des Services du Gouvernement titulaire du grade d'infirmier gradué A et qui compte au moins neuf ans d'ancienneté dans le niveau 2+.

Art. 20. Les agents des Services du Gouvernement, titulaires du grade d'infirmier gradué en chef adjoint, peuvent seuls être promus au grade d'infirmier gradué en chef.

Art. 21. Le grade de chef de nursing est conféré par la voie du changement de grade à l'agent des Services du Gouvernement titulaire du grade d'infirmier gradué en chef.

A défaut de candidat remplissant les conditions prévues à l'alinéa 1er, le grade de chef de nursing peut être conféré par promotion au titulaire du grade d'infirmier gradué A ou d'infirmier gradué en chef adjoint.

Section 2. — Du statut pécuniaire

Art. 22. Un complément de traitement pour prestations extraordinaires accomplies dans un établissement de soins, est accordé aux agents, titulaires de l'un des grades suivants : surveillant spécial, surveillant spécial principal, aide qualifié, agent en chef, hospitalier B, hospitalier A, infirmier breveté B, infirmier breveté A, infirmier gradué C, infirmier gradué B et infirmier gradué A.

Les agents titulaires du grade d'infirmier gradué en chef adjoint ou d'infirmier gradué en chef ou chef de nursing n'ont droit au complément de traitement visé à l'alinéa 1er que pour autant qu'ils soient intégrés dans le système du rôle de garde de l'établissement où ils exercent leurs fonctions.

Art. 23. Par prestations extraordinaires, il y a lieu d'entendre :

- 1° les prestations accomplies à l'occasion des services de nuit;
- 2° les prestations accomplies les dimanches et jours fériés;
- 3° les prestations de services variables ou services interrompus.

Le complément de traitement est octroyé pour autant que l'agent visé à l'article 22, remplisse deux des trois prestations visées à l'alinéa 1er.

Art. 24. Le complément de traitement est déterminé par le ministre compétent. Il ne peut excéder annuellement 11 pourcent du traitement de l'agent intéressé.

Ce complément de traitement est soumis au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères.

Il est payé en même temps que le traitement et dans la même mesure que celui-ci.

Il est, selon le cas, soumis aux retenues prévues, soit au profit de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé et des pensions de survie, soit au profit de l'Office national de la sécurité sociale.

Il est pris en considération pour l'octroi des allocations de foyer ou de résidence.

CHAPITRE IV. — Dispositions modificatives, transitoires et finales

Art. 25. Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, sous l'intitulé "II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française, Section A, Personnel administratif", sont apportées les modifications suivantes :

1° les grades suivants sont insérés :

- au rang 42 : "surveillant spécial";
- au rang 43 : "surveillant spécial principal", "aide qualifié";
- au rang 44 : "agent en chef";
- au rang 20 : "hospitalier", "hospitalier B", "infirmier breveté", "infirmier breveté B";
- au rang 21 : "hospitalier A", "infirmier breveté A";
- au rang 26 : "assistant social", "auxiliaire social", "infirmier gradué", "kinésithérapeute", "analyste en biologie clinique", "délégué permanent à la protection de la jeunesse", "assistant en psychologie", "diététicien", "éducateur", "ergothérapeute", "logopède", "laborantin", "moniteur sanitaire", "inspecteur adjoint d'hygiène du travail";
- au rang 27 : "assistant social de 1re classe", "auxiliaire social de 1re classe", "infirmier gradué de 1re classe", "kinésithérapeute de 1re classe", "analyste en biologie clinique de 1re classe", "délégué permanent de 1re classe à la protection de la jeunesse", "assistant en psychologie de 1re classe", "diététicien de 1re classe", "éducateur de 1re classe", "ergothérapeute de 1re classe", "logopède de 1re classe", "laborantin de 1re classe", "moniteur sanitaire de 1re classe", "inspecteur adjoint d'hygiène du travail de 1re classe";
- au rang 28 : "assistant social principal", "assistant social en chef", "auxiliaire social principal", "infirmier gradué principal", "infirmier en chef", "kinésithérapeute principal", "analyste en biologie clinique principal", "délégué permanent principal à la protection de la jeunesse", "délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse", "assistant en psychologie principal", "diététicien principal", "éducateur principal", "ergothérapeute principal", "logopède principal", "laborantin principal", "moniteur sanitaire principal", "inspecteur adjoint d'hygiène du travail principal";
- au rang 29 : "infirmier gradué en chef", "chef de nursing".

2° sous la rubrique "grades rayés", les grades suivants sont insérés :

- au rang 34 : "hospitalier", "hospitalier B", "infirmier breveté", "infirmier breveté B";
- au rang 35 : "hospitalier A" et "infirmier breveté A";
- au rang 22 : "assistant social", "auxiliaire social", "infirmier gradué", "kinésithérapeute", "analyste en biologie clinique", "délégué permanent à la protection de la jeunesse", "assistant en psychologie", "diététicien", "éducateur", "ergothérapeute", "logopède", "laborantin", "moniteur sanitaire", "inspecteur adjoint d'hygiène du travail";
- au rang 23 : "assistant social de 1re classe", "auxiliaire social de 1re classe", "infirmier gradué de 1re classe", "kinésithérapeute de 1re classe", "analyste en biologie clinique de 1re classe", "délégué permanent de 1re classe à la protection de la jeunesse", "assistant en psychologie de 1re classe", "diététicien de 1re classe", "éducateur de 1re classe", "ergothérapeute de 1re classe", "logopède de 1re classe", "laborantin de 1re classe", "moniteur sanitaire de 1re classe", "inspecteur adjoint d'hygiène du travail de 1re classe";
- au rang 24 : "assistant social principal", "assistant social en chef", "auxiliaire social principal", "infirmier gradué principal", "infirmier en chef", "kinésithérapeute principal", "analyste en biologie clinique principal", "délégué permanent principal à la protection de la jeunesse", "délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse", "assistant en psychologie principal", "diététicien principal", "éducateur principal", "ergothérapeute principal", "logopède principal", "laborantin principal", "moniteur sanitaire principal", "inspecteur adjoint d'hygiène du travail principal";
- au rang 25 : "infirmier gradué en chef", "chef de nursing".

Art. 26. Les agents titulaires de l'un des grades de même dénomination que ceux énumérés aux articles 1er et 7 existant aux niveaux 3 et 2 sont, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, nommés d'office au grade correspondant créé aux niveaux 2 et 2+, avec maintien de la qualité qui est la leur à cette même date.

Les agents nommés en vertu de l'alinéa 1er emportent, dans le nouveau grade, l'ancienneté de grade acquise dans le grade dont ils étaient titulaires. Ils emportent dans le niveau 2+ l'ancienneté acquise dans le niveau 2, dans le niveau 2 l'ancienneté acquise dans le niveau 3.

L'ancienneté pécuniaire acquise par ces agents est censée être acquise dans le nouveau grade.

Art. 27. L'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène, modifié par les arrêtés royaux des 10 avril 1970, 29 juin 1973, 29 mars 1976, 17 janvier 1978, 24 mai 1991, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1991 et par l'arrêté royal du 6 novembre 1991 est abrogé.

Art. 28. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1994.

Art. 29. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 15 avril 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 1864

[S - C - 29242]

15 APRIL 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Diensten van de Regering die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op de bijlage van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn;

Gelet op het protocol nr. 124 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, afgesloten op 27 juni 1994;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 april 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 30 november 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 2 april 1996 genomen beslissing,

Bestuit :

HOOFDSTUK I. — *Invoering van graden*

Artikel 1. De volgende graden worden ingevoerd :

in rang 20 : verpleegassistent en gebrevetteerd ziekenverpleger;

in rang 26 : maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social"), maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social"), gegradueerd ziekenverpleger, kinesitherapeut, analist klinische biologie, vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming, assistent in de psychologie, diëtist, opvoeder, ergotherapeut, logopedist, laborant, gezondheidsmonitor, adjunct-inspecteur arbeidshygiëne;

in rang 27 : maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social") 1e klasse, maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social") 1e klasse, gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse, kinesitherapeut 1e klasse, analist klinische biologie 1e klasse, vast afgevaardigde 1e klasse bij de jeugdbescherming, assistent in de psychologie 1e klasse, diëtist 1e klasse, opvoeder 1e klasse, ergotherapeut 1e klasse, logopedist 1e klasse, laborant 1e klasse, gezondheidsmonitor 1e klasse, adjunct-inspecteur arbeidshygiëne 1e klasse;

in rang 28 : eerstaanwendend maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social"), hoofdmaatschappelijk assistent (Fr. "assistant social"), eerstaanwendend maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social"), eerstaanwendend gegradueerd ziekenverpleger, hoofdverpleger, eerstaanwendend kinesitherapeut, eerstaanwendend analist klinische biologie, eerstaanwendend vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming, hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming, eerstaanwendend assistent in de psychologie, eerstaanwendend diëtist, eerstaanwendend opvoeder, eerstaanwendend ergotherapeut, eerstaanwendend logopedist, eerstaanwendend laborant, eerstaanwendend gezondheidsmonitor, eerstaanwendend adjunct-inspecteur arbeidshygiëne.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen betreffende sommige ambtenaren van de Diensten van de Regering die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne*

Art. 2. De graden van verpleegassistent en gebrevetteerd ziekenverpleger worden toegekend aan de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen.

Art. 3. § 1. De graad van gegradueerd ziekenverpleger wordt toegekend aan de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen.

Onverminderd de andere vereiste reglementaire voorwaarden, mogen enkel deelnemen aan dit vergelijkend examen :

1° de gegadigden die houder zijn van één van de diploma's van vroedvrouw, van gegradueerd ziekenverpleger of van gegradueerd ziekenverpleegster bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend;

2° de gegadigden die gerechtigd zijn een van de titels van gegradueerd ziekenverpleger, gegradueerd ziekenverpleegster of vroedvrouw te voeren, met toepassing van de artikelen 25 en 27 van het voormelde koninklijk besluit van 17 augustus 1957.

§ 2. De graden van maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social"), maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social"), kinesitherapeut, analist klinische biologie, vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming, assistent in de psychologie, diëtist, opvoeder, ergotherapeut, logopedist, laborant, gezondheidsmonitor alsook de graad van adjunct-inspecteur arbeidshygiëne worden toegekend aan de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen.

Onverminderd de andere vereiste reglementaire voorwaarden, mogen enkel deelnemen aan dit vergelijkend examen, de gegadigden die houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, in rechtstreeks verband met het uit te oefenen ambt, uitgereikt door een instelling opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen of door een door de Staat of door een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

Art. 4. § 1. Alleen ambtenaren van de Diensten van de Regering die titularis zijn van een van de graden van rang 26 die hieronder in de linkerkolom bedoeld zijn, kunnen worden bevorderd tot de graad van rang 27 die in de rechterkolom voorkomt :

maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")	maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social") 1e klasse
maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social")	maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social") 1e klasse
gegradueerd ziekenverpleger	gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse
kinesitherapeut	kinesitherapeut 1e klasse
analist klinische biologie	analist klinische biologie 1e klasse
vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming	vast afgevaardigde 1e klasse bij de jeugdbescherming
assistent in de psychologie	assistent in de psychologie 1e klasse
diëtist	diëtist 1e klasse
opvoeder	opvoeder 1e klasse
ergotherapeut	ergotherapeut 1e klasse
logopedist	logopedist 1e klasse
laborant	laborant 1e klasse
gezondheidsmonitor	gezondheidsmonitor 1e klasse
adjunct-inspecteur arbeidshygiëne	adjunct-inspecteur arbeidshygiëne 1e klasse

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde bevorderingen worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan.

In afwijking van artikel 65 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, hierna het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 genoemd, kunnen deze bevorderingen evenwel slechts toegekend worden aan de ambtenaren die aan de twee volgende voorwaarden voldoen :

1° ten minste negen jaar anciënniteit tellen in de schaal van hun graad;

2° houder zijn van een diploma of van een studiegetuigschrift dat in aanmerking wordt genomen in de tabel als bijlage bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 betreffende de toelating tot de graden van niveau 2+, of gerechtigd zijn een van de titels van gegradueerd ziekenverpleger, gegradueerd ziekenverpleegster of vroedvrouw te voeren bij toepassing van de artikelen 25 en 27 van het voormelde koninklijk besluit van 17 augustus 1957.

Art. 5. § 1. Alleen ambtenaren van de Diensten van de Regering die titularis zijn van een van de graden van rang 27 die hieronder in de linkerkolom bedoeld zijn, kunnen worden bevorderd tot de graad van rang 28 die in de rechterkolom voorkomt :

maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social") 1e klasse	eerstaanwend maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")
maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social") 1e klasse	eerstaanwend maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social")
gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse	eerstaanwend gegradueerd ziekenverpleger
kinesitherapeut 1e klasse	eerstaanwend kinesitherapeut
analist klinische biologie 1e klasse	eerstaanwend analist klinische biologie
vast afgevaardigde 1e klasse bij de jeugdbescherming	eerstaanwend vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming
assistent in de psychologie 1e klasse	eerstaanwend assistent in de psychologie
diëtist 1e klasse	eerstaanwend diëtist
opvoeder 1e klasse	eerstaanwend opvoeder
ergotherapeut 1e klasse	eerstaanwend ergotherapeut
logopedist 1e klasse	eerstaanwend logopedist
laborant 1e klasse	eerstaanwend laborant
gezondheidsmonitor 1e klasse	eerstaanwend gezondheidsmonitor
adjunct-inspecteur arbeidshygiëne 1e klasse	eerstaanwend adjunct-inspecteur arbeidshygiëne

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde bevorderingen worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan.

In afwijking van artikel 65 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, kunnen deze bevorderingen evenwel slechts toegekend worden aan de ambtenaren die ten minste achttien jaar anciënniteit in de schaal van hun graad tellen.

Art. 6. Alleen ambtenaren van de Diensten van de Regering die titularis zijn van een van de graden van rang 28 die hieronder in de linkerkolom bedoeld zijn, kunnen worden benoemd tot de graad van dezelfde rang die in de rechterkolom voorkomt :

eerstaanwendend maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")	hoofdmaatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")
--	---

eerstaanwendend gegradueerd ziekenverpleger	hoofdverpleger
---	----------------

eerstaanwendend vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming	hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming.
--	---

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere bepalingen betreffende sommige ambtenaren van de Diensten van de Regering die belast zijn met ambten in verband met bijsland en hygiëne en die hun ambt uitsluitend in de ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap uitoefenen*

Afdeling 1. — Administratief statuut

Art. 7. De volgende graden worden ingevoerd:

in rang 42 : speciaal bewaarder;

in rang 43 : eerstaanwendend speciaal bewaarder, geschoold helper;

in rang 44 : hoofdbeampte;

in rang 20 : verpleegassistent B; gebrevetteerd ziekenverpleger B;

in rang 21 : verpleegassistent A; gebrevetteerd ziekenverpleger A;

in rang 26 : gegradueerd ziekenverpleger C;

in rang 27 : gegradueerd ziekenverpleger B;

in rang 28 : gegradueerd ziekenverpleger A; gegradueerd adjunct-hoofdverpleger;

in rang 29 : gegradueerd hoofdverpleger;

in rang 29 : hoofd van nursing.

Art. 8. De graden van speciaal bewaarder en geschoold helper worden toegekend aan de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen.

Art. 9. De graden van verpleegassistent B en gebrevetteerd ziekenverpleger B worden toegekend aan de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen.

Art. 10. De graad van gegradueerd ziekenverpleger C wordt toegekend aan de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen.

Onverminderd de andere vereiste reglementaire voorwaarden, mogen enkel deelnemen aan dit vergelijkend examen de gegadigden die houder zijn van een van de in artikel 3, § 1, lid 2 bedoelde diploma's of titels.

Art. 11. Alleen ambtenaren van de Diensten van de Regering die titularis zijn van de graad van speciaal bewaarder, kunnen worden bevorderd tot de graad van eerstaanwendend speciaal bewaarder, volgens de regels van de vlakke loopbaan.

Art. 12. De ambtenaren van de Diensten van de Regering die titularis zijn van de graad van eerstaanwendend speciaal bewaarder, kunnen bij verandering van graad worden benoemd tot de graad van geschoold helper.

Art. 13. Alleen ambtenaren van de Diensten van de Regering die titularis zijn van de graad van eerstaanwendend speciaal bewaarder of van de graad van geschoold helper, kunnen worden bevorderd tot de graad van hoofdbeampte.

Art. 14. Alleen ambtenaren van de Diensten van de Regering die titularis zijn van de graad van verpleegassistent B, kunnen worden bevorderd tot de graad van verpleegassistent A, volgens de regels van de vlakke loopbaan.

In afwijking van artikel 65 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, kan de bevordering tot bedoelde graad evenwel slechts toegekend worden aan de ambtenaren die ten minste negen jaar anciënniteit in de schaal van hun graad tellen.

Art. 15. Alleen ambtenaren van de Diensten van de Regering die titularis zijn van de graad van gebrevetteerd ziekenverpleger B, kunnen worden bevorderd tot de graad van gebrevetteerd ziekenverpleger A, volgens de regels van de vlakke loopbaan.

In afwijking van artikel 65 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, kan de bevordering tot bedoelde graad evenwel slechts toegekend worden aan de ambtenaren die ten minste negen jaar anciënniteit in de schaal van hun graad tellen.

Art. 16. De verpleegassistent A of B, houder van het brevet van ziekenverpleger, kan door verandering van graad worden benoemd tot respectievelijk gebrevetteerd ziekenverpleger A of B.

Art. 17. Alleen ambtenaren van de Diensten van de Regering die titularis zijn van de graad van gegradueerd ziekenverpleger C, kunnen worden bevorderd tot de graad van gegradueerd ziekenverpleger B, volgens de regels van de vlakke loopbaan.

In afwijking van artikel 65 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, kan de bevordering tot bedoelde graad evenwel slechts toegekend worden aan de ambtenaren die ten minste negen jaar anciënniteit in de schaal van hun graad tellen.

Art. 18. Alleen ambtenaren van de Diensten van de Regering die titularis zijn van de graad van gegradueerd ziekenverpleger B, kunnen worden bevorderd tot de graad van gegradueerd ziekenverpleger A, volgens de regels van de vlakke loopbaan.

In afwijking van artikel 65 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, kan de bevordering tot bedoelde graad evenwel slechts toegekend worden aan de ambtenaren die ten minste achttien jaar anciënniteit in de schaal van hun graad tellen.

Art. 19. De graad van gegradueerd adjunct-hoofdverpleger wordt toegekend bij wijze van verandering van gtaad aan de ambtenaar van de Diensten van de Regering die titularis is van de graad van gegradueerd ziekenverpleger A en die ten minste negen jaar anciënniteit in niveau 2+ telt.

Art. 20. Alleen ambtenaren van de Diensten van de Regering die titularis zijn van de graad van gegradueerd adjunct-hoofdverpleger, kunnen worden bevorderd tot de graad van gegradueerd hoofdverpleger.

Art. 21. De graad van hoofd van nursing wordt toegekend bij wijze van verandering van graad aan de ambtenaar van de Diensten van de Regering die titularis is van de graad van gegradueerd hoofdverpleger.

Bij gebrek aan gegadigde die aan de in lid 1 bepaalde voorwaarden voldoet, kan de graad van hoofd van nursing door bevordering toegekend worden aan de titularis van de graad van gegradueerd ziekenverpleger A of van gegradueerd adjunct-hoofdverpleger.

Afdeling 2. - Geldelijk statuut

Art. 22. Een aanvullingswedde voor buitengewone prestaties verricht in een verzorgingsinstelling wordt toegekend aan de ambtenaren die titularis zijn van een van de volgende graden: speciaal bewaarder, eerstaanwendend speciaal bewaarder, geschoold helper, hoofdbeambte, verpleegassistent B, verpleegassistent A, gebrevetteerd ziekenverpleger B, gebrevetteerd ziekenverpleger A, gegradueerd ziekenverpleger C, gegradueerd ziekenverpleger B en gegradueerd ziekenverpleger A.

De ambtenaren die titularis zijn van de graad van gegradueerd adjunct-hoofdverpleger of gegradueerd hoofdverpleger of hoofd van nursing, hebben slechts recht op de in lid 1 bedoelde aanvullingswedde voor zover zij worden opgenomen in de beurtregeling van de instelling waar zij hun ambt uitoefenen.

Art. 23. Onder buitengewone prestaties dient te worden verstaan:

- a) prestaties bij de nachtdienst;
- b) prestaties op zon- en feestdagen;
- c) wisselende dienstprestaties of onderbroken diensten.

De aanvullingswedde wordt toegekend voor zover de in artikel 22 bedoelde ambtenaar twee van de drie in het eerste lid vermelde prestaties vervult.

Art. 24. De aanvullingswedde wordt door de bevoegde minister bepaald. Zij mag jaarlijks niet meer bedragen dan 11 percent van de wedde van de betrokken ambtenaar.

Voor die aanvullingswedde geldt de mobiliteitsregeling die van toepassing is op de wedden van het personeel van de ministeries.

Zij wordt tegelijk met de wedde en in dezelfde mate als deze uitbetaald.

Zij wordt, naargelang van het geval, onderworpen aan de inhoudingen ofwel ten behoeve van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector geneeskundige verzorging en overlevingspensioenen, ofwel ten behoeve van de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

Zij wordt in aanmerking genomen voor de toekenning van de haard- of standplaatsstoelage.

HOOFDSTUK IV. — Wijzigings-, overgangs- en slothepalingen

Art. 25. In de tabel als bijlage bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, onder het opschrift "II. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen, Afdeling A. Administratief personeel", worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de volgende graden worden ingevoegd:

- in rang 42: "speciaal bewaarder";
- in rang 43: "eerstaanwendend speciaal bewaarder", "geschoold helper";
- in rang 44: "hoofdbeambte";
- in rang 20: "verpleegassistent", "verpleegassistent B", "gebrevetteerd ziekenverpleger", "gebrevetteerd ziekenverpleger B";
- in rang 21: "verpleegassistent A", "gebrevetteerd ziekenverpleger A";
- in rang 26: "maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")", "maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social")", "gegradueerd ziekenverpleger", "kinesitherapeut", "analist klinische biologie", "vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming", "assistent in de psychologie", "diëtist", "opvoeder", "ergotherapeut", "logopedist", "laborant", "gezondheidsmonitor", "adjunct-inspecteur arbeidshygiëne";
- in rang 27: "maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social") 1e klasse", "maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social") 1e klasse", "gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse", "kinesitherapeut 1e klasse", "analist klinische biologie 1e klasse", "vast afgevaardigde 1e klasse bij de jeugdbescherming", "assistent in de psychologie 1e klasse", "diëtist 1e klasse", "opvoeder 1e klasse", "ergotherapeut 1e klasse", "logopedist 1e klasse", "laborant 1e klasse", "gezondheidsmonitor 1e klasse", "adjunct-inspecteur arbeidshygiëne 1e klasse";
- in rang 28: "eerstaanwendend maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")", "hoofdmaatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")", "eerstaanwendend maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social")", "eerstaanwendend gegradueerd ziekenverpleger", "hoofdverpleger", "eerstaanwendend kinesitherapeut", "eerstaanwendend analist klinische biologie", "eerstaanwendend vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming", "hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming", "eerstaanwendend assistent in de psychologie", "eerstaanwendend diëtist", "eerstaanwendend opvoeder", "eerstaanwendend ergotherapeut", "eerstaanwendend logopedist", "eerstaanwendend laborant", "eerstaanwendend gezondheidsmonitor", "eerstaanwendend adjunct-inspecteur arbeidshygiëne";
- in rang 29: "gegradueerd hoofdverpleger", "hoofd van nursing".

2° onder de rubriek "geschrapte graden", worden de volgende graden ingevoegd:

in rang 34: "verpleegassistent", "verpleegassistent B", "gebrevetteerd ziekenverpleger", "gebrevetteerd ziekenverpleger B";

in rang 35: "verpleegassistent A" en "gebrevetteerd ziekenverpleger A";

in rang 22: "maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")", "maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social")", "gegradueerd ziekenverpleger", "kinesitherapeut", "analist klinische biologie", "vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming", "assistent in de psychologie", "diëtist", "opvoeder", "ergotherapeut", "logopedist", "laborant", "gezondheidsmonitor", "adjunct-inspecteur arbeidshygiëne";

in rang 23 : "maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social") 1e klasse", "maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social") 1e klasse", "gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse", "kinesitherapeut 1e klasse", "analist klinische biologie 1e klasse", "vast afgevaardigde 1e klasse bij de jeugdbescherming", "assistent in de psychologie 1e klasse", "diëtist 1e klasse", "opvoeder 1e klasse", "ergotherapeut 1e klasse", "logopedist 1e klasse", "laborant 1e klasse", "gezondheidsmonitor 1e klasse", "adjunct-inspecteur arbeidshygiëne 1e klasse".

in rang 24 : "eerstaanwendend maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")", "hoofdmaatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")", "eerstaanwendend maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social")", "eerstaanwendend gegradueerd ziekenverpleger", "hoofdverpleger", "eerstaanwendend kinesitherapeut", "eerstaanwendend analist klinische biologie", "eerstaanwendend vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming", "hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming", "eerstaanwendend assistent in de psychologie", "eerstaanwendend diëtist", "eerstaanwendend opvoeder", "eerstaanwendend ergotherapeut", "eerstaanwendend logopedist", "eerstaanwendend laborant", "eerstaanwendend gezondheidsmonitor", "eerstaanwendend adjunct-inspecteur arbeidshygiëne";

in rang 25 : "gegradueerd hoofdverpleger", "hoofd van nursing".

Art. 26. De ambtenaren die titularis zijn van een van de graden met dezelfde benaming als deze vermeld in de artikelen 1 en 7, die in de niveaus 3 en 2 bestaan, zijn, vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, van ambtswege benoemd in de overeenstemmende graad ingevoerd in de niveaus 2 en 2+, met behoud van de hoedanigheid die hun op hoger vermelde datum was toegewezen.

De ambtenaren benoemd krachtens lid 1 behouden in de nieuwe graad de graadanciënniteit welke verkregen was in de graad waarvan zij titularis waren. Zij behouden in niveau 2+ de anciënniteit welke verkregen was in niveau 2, in niveau 2 de anciënniteit welke verkregen was in niveau 3.

De door deze ambtenaren verkregen weddeanciënniteit wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe weddeschaal.

Art. 27. Het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren van de rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 april 1970, 29 juni 1973, 29 maart 1976, 17 januari 1978, 24 mei 1991, bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1991 en bij het koninklijk besluit van 6 november 1991, wordt opgeheven.

Art. 28. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994.

Art. 29. De Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 april 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

F. 06 — 1865

[S - C - 29243]

15 AVRIL 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les échelles de traitement des grades du niveau 2+ et de certains grades du niveau 2

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères;

Vu le protocole n° 125 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 27 juin 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 avril 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 30 novembre 1994;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 2 avril 1996,

Arrête :

Article 1er. Aux grades suivants figurant dans la colonne de gauche sont attachées les échelles figurant en regard, dans la colonne de droite :

- Analyste de programmation	29/5
- Ingénieur technicien principal	29/4
- Chef de nursing	29/3
- Traducteur-chef	29/2
- Infirmier gradué en chef	29/1
- Ingénieur technicien	28/7
- Assistant social en chef	28/6
- Infirmier en chef	28/6
- Délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse	28/6